

Rio+20 : un rendez-vous majeur pour l'avenir de la planète

Déclaration du groupe des associations

La Conférence de Rio + 20 sera un enjeu majeur pour notre avenir commun.

Le groupe des associations souhaite souligner la cohérence des travaux élaborés au sein de la section des Affaires européennes et internationales du Conseil économique, social et environnemental. Du G20 à Durban, de Durban à Rio + 20, l'affirmation de la nécessité de revoir le modèle économique actuel, peu soucieux de la préservation de l'environnement a toujours été une constante.

Nous ne pouvons plus produire et consommer en négligeant l'érosion de nos ressources naturelles et en niant l'urgence de remédier à l'inégal partage des richesses. À ce titre, la mise en lumière de l'économie sociale et solidaire apparaît comme particulièrement pertinente. C'est par le développement des valeurs et des pratiques des actrices et des acteurs de l'économie sociale et solidaire que nous engagerons de manière pragmatique un changement de paradigme pour une économie fondée sur la solidarité.

Deux points qui construisent une « doctrine partagée » paraissent essentiels : la réforme de la gouvernance mondiale, d'une part, l'implication de la société civile, d'autre part.

Après le Sommet de la terre en 1992, la société civile a été un acteur majeur du suivi et de l'évaluation des engagements pris. Malheureusement, nombre d'entre eux n'ont pas été réalisés. Les associations se mobilisent à nouveau aujourd'hui pour faire entendre leur voix à Rio en demandant notamment, comme mentionné dans l'avis, l'application effective de l'engagement des pays développés d'allouer au moins 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide publique au développement. Pour le groupe des associations, cette APD doit pouvoir prendre la forme de dons plutôt que de prêts quand c'est nécessaire.

Le groupe tient également à soutenir les préconisations proposées par la rapporteure en ce qui concerne l'enrichissement du principe 10 de la Déclaration de Rio-92. Il s'agit de répondre aux exigences démocratiques nouvelles, conformément à un processus dit « ascendant ». Le groupe des associations est attaché à voir un rôle accru de la société civile en amont comme en aval de la prise de décisions.

Enfin, la Conférence de Rio + 20 devra permettre des engagements clairs en termes de régulation, notamment en définissant, à côté du PIB, de nouveaux indicateurs de gestion de la planète et de représentation du bien-être économique et social. La création d'une organisation mondiale de l'environnement constitue également un déterminant essentiel pour une gouvernance efficace et responsable.

Le groupe des associations a voté l'avis en formulant le vœu que les parties prenantes à Rio + 20 parviennent à un accord autour d'une feuille de route 2012-2020 qui précise les modalités de décisions et les moyens à mettre en œuvre pour enclencher la transition écologique et sociale.